

Interview de Pierre Werner (RTL, 30 mai 1965)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Rapprochement CEE-Association de libre échange. Projet Wilson. Int Pierre Werner- RTL [Prod.], 30.05.1965. RTL, Paris. - SON (00:03:02, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/interview_de_pierre_werner_rtl_30_mai_1965-fr-460c1116-dcc8-41c8-9243-620af8705080.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

Interview de Pierre Werner (RTL, 30 mai 1965)

[Journaliste] Au Luxembourg, ce matin, un conseil ministériel qui réunit la France, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Italie et la Grande-Bretagne. À l'ordre du jour, bien sûr, le projet Wilson, tendant à rapprocher le Marché commun et la Zone de libre échange. On sait que la France n'est guère favorable à la discussion de ce projet. Depuis le Grand-Duché, Jacques Navadic, rédacteur en chef de Télé Luxembourg, fait maintenant le point.

[Jacques Navadic] Que s'est-il dit, ici à Luxembourg, au cours de cette confrontation des Six et du représentant de la Grande-Bretagne dans le cadre de l'UEO ? Monsieur Pierre Werner, chef du gouvernement luxembourgeois, qui s'est posé en conciliateur à Bruxelles et qui ici présidait les débats, l'a révélé dans une conférence de presse. On a parlé du Kennedy Round, des relations est-ouest, des offres de médiation du Commonwealth pour l'instauration d'une paix définitive au Vietnam. Mais la grande question, celle qui est chère à monsieur Wilson, c'est l'établissement d'un pont entre la Communauté des Six avec la Zone de libre échange ou EFTA. Qu'en est-il exactement ? Monsieur Werner nous répond.

[Pierre Werner] Il est impossible de préjuger l'attitude et de la France et des autres pays de la Communauté des Six au sujet de propositions pas encore connues et qui n'ont pas encore été élaborées. Je vous ai montré tout à l'heure, en évoquant un exemple pratique et concret, les négociations du Kennedy Round, que nécessairement une certaine collaboration doit s'organiser entre la Communauté et, d'autre part, l'EFTA sur des problèmes pratiques qui concernent tous les pays européens. Et il est évident que de tels contacts doivent se poursuivre. Maintenant, quant à leur institutionnalisation et les modalités de leur organisation, c'est évidemment un problème plus délicat. Il y a une certaine – ceci est une opinion personnelle que je donne en ce moment – il y a entre la Communauté et l'EFTA une différence fondamentale, c'est que la Communauté est une union économique particulièrement poussée avec des organes et des règlements communautaires mis en place. Mais, enfin, nous attendons, sans préjugé aucun, les propositions de la conférence de Copenhague.

[Jacques Navadic] Depuis cette déclaration, monsieur Werner a gagné Bruxelles. Il va y jouer les conciliateurs et, en homme réaliste, tenter de rapprocher les points de vue divergents des Pays-Bas et de la France, tout en servant la cause de l'Europe. Ici Jacques Navadic qui vous a parlé de Luxembourg.

[Journaliste] À Bruxelles, en effet, cet après-midi les ministres européens ont repris la négociation sur le financement de l'Europe agricole. En principe, l'accord doit être signé à minuit ce 30 juin et, du côté français, on souligne qu'un échec déclencherait une crise très grave pour l'Europe. Les ministres siégeront sans doute jusqu'à l'aube. Peut-être même se réuniront-ils les jours prochains. Alors, il suffirait, pour que l'honneur soit sauf, d'arrêter les pendules ce soir à minuit.